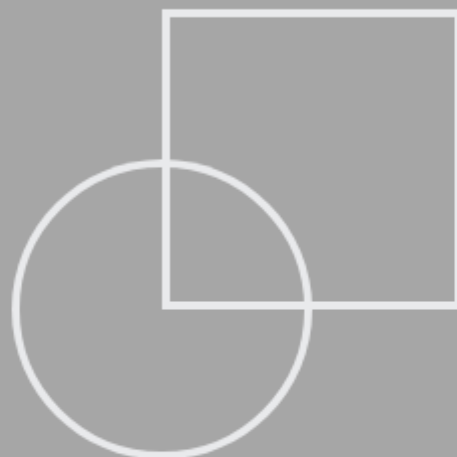


Le Fin Mémo



LA LIGNE FINE

Institut

Scénario n°1 – Transition politique du Venezuela encadrée par les Etats- Unis

Série « Operation Absolute Resolve »

Pôle thématique : RIDS – Relations internationales, Défense et Sécurité
Auteurs : Ismaïl BOUGHIOUL, Yaël LOPEZ-TORRES
Date de publication : 4 février 2026

1. Contexte et positionnement

Le 3 janvier 2026, une opération militaire américaine a conduit à la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro, marquant un bouleversement historique dans le régime politique du pays. Donald Trump a annoncé publiquement que les États-Unis entendraient « diriger le pays » jusqu'à l'instauration d'une transition qualifiée de « sûre et adéquate ».

Dans les semaines qui ont suivi, Delcy Rodríguez a consolidé sa position comme présidente par intérim, et a appelé à une coopération avec les autorités américaines. Des responsables américains ont affirmé éviter une nouvelle poussée militaire — sans toutefois l'exclure —, mais favoriser un processus de stabilisation et de normalisation politique, incluant la possibilité d'ouvrir à nouveau l'ambassade américaine à Caracas et de coordonner diverses politiques publiques.

Ce scénario repose donc sur l'hypothèse d'une transition politique dominée par une coopération stratégique entre les autorités intérimaires vénézuéliennes et les États-Unis, avec une influence significative de Washington sur les axes politiques, sécuritaires et économiques de la transition.

2. Fondements factuels du scénario

2.1. Supervision politique et diplomatique

Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, a déclaré devant le Sénat que l'administration voit des « progrès significatifs » depuis la capture de Maduro et qu'il n'est pas prévu de nouvelle action militaire américaine à court terme. Il a notamment cité la coordination avec la présidente intérimaire sur des priorités telles que la stabilisation politique et économique, et l'élimination de l'influence directe de puissances comme l'Iran, la Chine ou la Russie.

2.2. Normalisation institutionnelle progressive

L'administration américaine a nommé Laura Dogu chargée d'affaires de la Venezuela Affairs Unit à Bogotá, en préparation d'une reprise partielle des opérations à Caracas. Cette nomination signale une nouvelle étape vers le renforcement de la présence diplomatique et la coopération institutionnelle avec le Venezuela après sept ans sans relations diplomatiques.

3. Description du scénario

3.1. Gouvernance transitoire sous supervision américaine

Dans ce scénario, pendant le processus de transition politique, le pouvoir exécutif est exercé par une figure issu du cadre institutionnel vénézuélien existant (Delcy Rodríguez ou un remplaçant consensuel), mais avec une supervision et une influence marquées des États-Unis sur les décisions stratégiques clés, notamment :

- La sécurité intérieure et la réorganisation des forces armées.
- La “stabilisation” politique, conçue comme un passage progressif vers un ordre politique ressourcé.
- La gestion des ressources stratégiques, en particulier l'industrie pétrolière, en coordination ou sous influence de Washington.
- Le réalignement stratégique des alliés non-américains

Ce modèle repose sur une logique de coercition encadrée, plutôt que d'occupation militaire directe et permanente, qui vise à éviter un effondrement institutionnel tout en orientant les choix politiques vers des objectifs stratégiques alignés avec les intérêts américains.

4. Implications analytiques du scénario

4.1. Implications politiques

Légitimité interne et internationale

La légitimité politique du gouvernement transitoire repose à la fois sur l'ancrage institutionnel interne (le Tribunal suprême de justice, et en particulier sur le soutien des forces armées vénézuéliennes) et sur l'appui diplomatique de Washington.

Cependant, cette légitimité est contestée par une partie de l'opposition politique vénézuélienne et par plusieurs acteurs internationaux, qui considèrent l'opération américaine comme une violation de la souveraineté nationale et du droit international. Les réactions au sein de la communauté internationale sont diverses, certains pays restant réservés tandis que d'autres soulignent la nécessité de respecter le cadre légal international. La légitimité de la politique interne et la stabilité économique sont les conditions nécessaires pour permettre le retour de millions de Vénézuéliens exilés.

Intégration encadrée de l'opposition

L'opposition institutionnelle peut être intégrée de manière sélective et contrôlée, afin de donner une apparence de transition démocratique. Cette approche vise à prévenir une fracture ouverte avec les forces locales tout en orientant la politique vers des objectifs compatibles avec Washington.

Un tel mécanisme tend à produire des coalitions artificielles, à perpétuer l'impunité pour les actes de corruption et les violations des droits humains commis par les forces armées, renforçant une légitimité procédurale sans nécessairement garantir une transition institutionnelle démocratique immédiate.

Pendant ce temps, le gouvernement transitoire continue de promouvoir des formes de réconciliation avec les victimes de la répression politique et une partie de l'opposition. Il peut s'agir de concessions juridiques, comme la récente loi d'amnistie générale, annoncée par Delcy Rodríguez, qui couvre la période de violence politique de 1999 à aujourd'hui.

Stabilisation de l'ordre public

L'absence d'une reprise massive de la violence depuis l'opération initiale indique une stabilisation relative de l'ordre public, bien que le contrôle effectif reste fragile et dépendant de la discipline des forces armées et des services de sécurité.

4.2. Implications économiques

Pétrole et ressources stratégiques

Des consultations ont été observées récemment entre l'administration américaine et des compagnies pétrolières autour de la gestion des exportations vénézuéliennes, notamment concernant des exportations vers les États-Unis. Il a été rapporté que Caracas et Washington ont convenu du transfert de plusieurs dizaines de millions de barils vers les États-Unis dans le cadre d'un accord énergétique (de l'ordre de 30 à 50 millions de barils).

Ce mécanisme s'insère dans une logique de contrôle partiel des revenus pétroliers et peut ouvrir la voie à une participation accrue d'entreprises étrangères dans le secteur énergétique vénézuélien.

Intérêts des entreprises américaines et européennes

Dans ce scénario, la relance de l'industrie pétrolière et la réduction des obstacles à l'investissement pourraient favoriser des contrats pour des entreprises occidentales dans les domaines énergétiques et des matières premières (minéraux critiques tels que lithium, cobalt, nickel), à condition que la stabilité politique et la sécurité juridique s'améliorent.

4.3. Implications géopolitiques

Cuba

Les déclarations du secrétaire Rubio devant le Sénat suggèrent une stratégie visant un changement de régime à Cuba sans intervention directe des États-Unis. Dans ce cadre, Washington continue d'exercer une pression sur le Venezuela afin qu'il rompe ses liens historiques avec Cuba. L'interruption des livraisons de pétrole vénézuélien vers l'île aggrave encore la crise énergétique et ses conséquences sur la population.

Russie

Selon des analyses récentes, l'enlèvement de Maduro et la reconfiguration politique au Venezuela ont contribué à réduire l'influence russe dans la région dans le cadre d'un ordre mondial en recomposition, même si Moscou cherchera à exploiter diplomatiquement la situation.

Chine et Iran

La présence économique chinoise, historiquement importante dans les contrats énergétiques et miniers vénézuéliens, pourrait être limitée ou renégociée dans une logique favorisant l'investissement occidental.

Les liens énergétiques et militaires iraniens, associés auparavant à Caracas, se voient également réduits dans ce scénario, même si des dépendances discrètes peuvent perdurer.

Ces effets doivent être interprétés comme des réalignements stratégiques relatifs, plutôt que comme un effacement définitif de ces influences.

5. Conditions et risques stratégiques

5.1. Conditions de faisabilité

- Reconnaissance élargie du gouvernement transitoire par des acteurs régionaux clés.
- Indicateurs d'une stabilité économique graduelle.
- Maintien d'un ordre interne suffisant pour éviter un basculement vers une guerre civile ou un éclatement territorial.
- Accords institutionnels clairs et transparents pour organiser une future phase de transition électorale.

5.2. Risques

- Contestations internes continues, pouvant surgir si les élites politiques et militaires estiment que leurs intérêts sont menacés.
- Contestations juridiques internationales quant à la légalité de l'intervention et de la prise de pouvoir, qui alimentent des critiques de violation du droit international.
- Polarisation politique durable, avec des segments sociaux se méfiant d'une transition perçue comme imposée de l'extérieur.

6. Conclusion

Le scénario de coopération et de transition encadrée par les États-Unis décrit une trajectoire dans laquelle Washington exerce une influence significative sur la reconstruction politique, sécuritaire et économique du Venezuela après la capture de Nicolás Maduro. Cette trajectoire est étayée par les déclarations officielles récentes des autorités américaines et les premières initiatives observées en matière de normalisation institutionnelle et de coordination énergétique.

Les implications politiques montrent une légitimité interne conditionnelle, tandis que les dimensions économiques suggèrent un rôle central des hydrocarbures et des ressources stratégiques dans la reconfiguration des relations entre Caracas et Washington. Géopolitiquement, le scénario implique un réajustement des influences extérieures, notamment une perte relative d'influence russe dans un cadre plus large de compétition globale.

Enfin, la viabilité à moyen terme dépendra de la capacité de ce gouvernement transitoire à renforcer sa légitimité interne, à relancer l'économie, à gérer les risques de contestation et à maintenir un équilibre institutionnel cohérent. Ce scénario reste plausible si et seulement si les conditions internes et externes convergent vers une stabilisation durable plutôt qu'un conflit prolongé.

Bibliographie

Rapports et analyses :

- Atlantic Council, U.S. Policy Options in Venezuela After Maduro, janvier 2026.
- Brookings Institution, Making sense of the US military operation in Venezuela, janvier 2026.
- Atlantic Council, What to watch in a post-Maduro Venezuela, janvier 2026.
- Council on Foreign Relations (CFR), Venezuela: Political Transition and U.S. Strategic Interests, janvier 2026.

Articles de presse

- Agence France-Presse (AFP), « Delcy Rodríguez invite l'opposition vénézuélienne à rester à Washington », 29 janvier 2026.
- Anadolu Agency, « China Condemns U.S. Strikes in Venezuela », 3 janvier 2026.
- Anadolu Agency, « Russia Calls on the United States to Release Nicolás Maduro », 4 janvier 2026.
- El País, « Delcy Rodríguez anuncia una amnistía general para los presos políticos en Venezuela », 30 janvier 2026.
- Euronews, « L'Espagne et cinq pays d'Amérique latine condamnent la capture de Nicolás Maduro », 5 janvier 2026.
- Financial Times, « U.S. to Pay Monthly Venezuela "Budget" From Oil Proceeds via Qatar Fund », 29 janvier 2026.
- Reuters, « U.S. Names New Top Envoy for Venezuela After Maduro Capture », 22 janvier 2026.
- Reuters, « Rubio Cites Venezuela Progress, Says U.S. Not Planning More Use of Force », 28 janvier 2026.